



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

BRE / Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

N° DCL-BRENV-2025-70-1

NEXANS FRANCE

AIOT n° 0025200036
101 route d'Arnay
71400 Autun

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.211-1, L. 511-1, L. 512-7 et L. 512-20 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014014-0005 délivré le 14 janvier 2014 à la société Nexans France pour l'exploitation d'une usine de fabrication de câbles électriques sur le territoire de la commune d'Autun ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-8-2 délivré le 8 janvier 2018 mettant en demeure la société Nexans France de respecter les dispositions de l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection établi à la suite de l'inspection des installations du 19 février 2025 en réaction à l'incendie survenu le 13 février, conduisant notamment aux constats suivants :

- l'incendie d'une installation de ventilation de l'atelier de gainage de câble électrique par extrusion ;
- la destruction totale de l'installation de ventilation sinistrée ;
- la destruction partielle de la façade du bâtiment attenant ;
- la présence de déchets et matériaux brûlés ;
- l'absence de rétention qui aurait pu recueillir les eaux d'extinction d'incendie polluées, les écoulements ne pouvant dès lors se faire que vers le milieu naturel ;
- l'absence de protection de la zone sinistrée contre les intempéries, favorisant la lixiviation des sols ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence transmis le 27 février 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'état du bâtiment sinistré et la présence de déchets et matériaux brûlés nécessitent des mesures de mise en sécurité pour éviter des risques supplémentaires d'accident et de pollution ;

Considérant que le sinistre, du fait des caractéristiques des produits impliqués, associé à l'absence de rétention des eaux d'extinction de l'incendie peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances susceptibles de porter préjudice aux intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ; qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant un diagnostic environnemental ;

Considérant que l'exploitant a remis en service l'installation initiale des conduits C7 et C8, dont les rejets étaient historiquement non conformes depuis 2014, et pour lesquels l'exploitant avait été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas apporté la justification de la conformité des rejets atmosphériques de l'installation remise en fonction aux dispositions de l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que face à ces risques, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement en prescrivant la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences de l'accident survenu dans l'installation ;

Considérant qu'il importe d'engager rapidement l'ensemble de ces dispositions en vue de protéger les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que cette urgence est incompatible avec la convocation du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mesures conservatoires

L'exploitant procède immédiatement à la protection de la zone du sinistre contre les intempéries, notamment pour prévenir la lixiviation des déchets résultants du sinistre.

Article 2 – Évacuation des déchets

L'exploitant fait évacuer les déchets et procéder à leur traitement en filière spécialisée dans le délai de un mois. Il atteste de cette opération en transmettant à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets.

Article 3 – Élaboration d'un plan de prélèvement

L'exploitant élabore et transmet à l'inspection dans le délai maximal de 5 jours ouvrés un plan de prélèvement comprenant notamment :

- un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits combustibles et matières dangereuses concernés/impactés par l'incendie ;
- une évaluation de la nature et des quantités de produits/produits de décomposition susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère/dans le milieu aqueux/dans les sols, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées ;

- une proposition de points de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des enjeux répertoriés. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;
- la justification des paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre.

Article 4 – Mise en œuvre du plan de prélèvement

L'exploitant met en œuvre dans les meilleurs délais le plan de prélèvements défini en application de l'article 2, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

Article 5 – Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusés.

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées. En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 6 – Évaluation de la structure du bâtiment

L'exploitant fait procéder à l'évaluation de l'état structurel du bâtiment par un bureau d'études spécialisé. Il transmet les conclusions de cette étude à l'inspection des installations classées.

Article 7 – Remise en service

La remise en service des installations sinistrées est conditionnée à la justification auprès de l'inspection de :

- la prise en compte du retour d'expérience du sinistre ;
- la justification du respect de l'ensemble des prescriptions du chapitre 4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

Article 8 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 9 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société NEXANS France domiciliée 101 route d'Arnay – 71400 AUTUN

Article 10 – Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet d'Autun, le maire de la commune d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le 11/03/2021

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnes CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – BP 61616 Dijon Cedex), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si la publication constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de publication de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Si aucune réponse n'a été apportée au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'administration, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). Dans ce cas, un nouveau délai de deux mois court pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

Aucune de ces voies recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.